



LA FNIC CGT & LA COORDINATION CGT MICHELIN

communiquent :

MICHELIN VA SACRIFIER 2 300 EMPLOIS À L'HORIZON 2024 PAR PURE STRATÉGIE FINANCIÈRE.

Communiqué de presse

Fidèle à sa tradition, Michelin annonce, le 6 janvier 2021, un plan de suppression **d'emplois hors normes sur la France. Derrière le masque d'entreprise « sociale »** qui prend soin de ses salariés, se cache la finance insatiable avec, comme seul objectif, la rentabilité au détriment des **emplois dont elle n'a que faire.**

2 300 suppressions de postes, dont 1 200 dans l'industrie, confirment la recherche systématique de profits qui n'a rien à voir avec la compétitivité. Délocaliser dans les pays à bas coût de main-d'œuvre, **dépourvus de droits sociaux,** est le développement industriel choisi par Michelin depuis la fin des années 90, dans un unique but de rentabilité.

Attention, l'horizon 2024 reste une étape et non pas la fin de la stratégie mortifère mise en place par cette entreprise qui, au début des années 80, comptait plus de 50 000 salariés et en comptera moins de 17 000 à la fin de ce plan antisocial si celui-ci arrive à son terme.

D'ailleurs, la fermeture en cours de l'usine de pneus poids lourds de La-Roche-sur-Yon qui compte 690 salariés, sans aucune justification économique et pour laquelle nous attendons toujours une réponse de la ministre du travail, montre à quel point la satisfaction des actionnaires passe avant la productivité, car Michelin peine à alimenter ce marché du pneu poids lourds.

La tension est aujourd'hui à son paroxysme dans tous les services administratifs et industriels. Dans la continuité de l'évasion industrielle de cette entreprise qui a mis et continue à mettre en place des plateformes :

- ▶ en Roumanie pour externaliser le service paye,
- ▶ en Inde pour externaliser le service informatique et une partie de la Recherche et du Développement.

Que va-t-il se passer quand ces services administratifs seront inexistantes en France car délocalisés dans des pays « low-cost » **où le droit des travailleurs n'existe pas?** Les usines ne pourront plus fonctionner normalement et seront totalement désorganisées.

En détruisant une nouvelle fois près de 12 % **d'emplois, Michelin va créer des friches industrielles** partout en France.

Le silence du gouvernement sur les agissements de cette entreprise, qui a perçu des centaines de **millions d'euros de CICE, de CIR, de subventions de toutes sortes** et qui finance ces délocalisations avec **l'argent du contribuable, résonne comme un aveu de complicité.** Cette entreprise a perçu des millions d'euros d'activité partielle lors des confinements, **a reversé plus de 350 millions d'euros à ses actionnaires** et sans retenue annonce la destruction de **2 300 emplois supplémentaires.**

Quand le gouvernement va-t-il obliger cette entreprise à rembourser cet argent public ?

N'oublions pas que les bénéfices nets de l'entreprise Michelin depuis plusieurs années, c'est-à-dire depuis la crise de 2008, dépassent régulièrement le 1,5 milliard d'euros par an avec des versements de dividendes aux actionnaires dépassant régulièrement 35 % des bénéfices.

Quel avenir pour les salariés restant dans **l'entreprise et pour les futures générations ?**

Quelles conditions de vie et de travail **dans ce contexte où l'enrichissement des requins de la finance repose sur l'enfer des salariés ?**

LA FNIC-CGT ET LA COORDINATION DES SYNDICATS CGT MICHELIN FRANCE APPELLENT L'ENSEMBLE DES SALARIÉS À SE MOBILISER AFIN DE REFUSER CE PLAN ANTISOCIAL QUI, SANS RÉACTION DES TRAVAILLEURS, EN APPELLERA D'AUTRES.

Contacts presse : serge.allegre@fnic-cgt.fr
Contact Fédération : contact@fnic-cgt.fr
SA/CP Chrono 2021 - 0013

Montreuil, le 07 janvier 2021